



COMPTE-RENDU DU CTL DU 23 AVRIL 2015

## Réorganisation du réseau : Les masques tombent !!!

L'ordre du jour du dernier Comité Technique Local devait essentiellement être consacré à la modification des horaires d'ouverture au public. Mais la principale information de cette séance est la déclinaison locale du plan triennal d'Adaptation Structure et Réseau (ASR), uniquement pour l'année 2016.

Lors du groupe de travail du 19 mars, la Direction avait présenté les 3 axes qui avaient guidé sa réflexion : la spécialisation des services (SPL, hospitalier, recouvrement), l'accueil du public et la fusion de services identiques sur un même site (SIP, SIE, trésoreries). Elle avait alors affirmé qu'il n'y aurait aucune fermeture de site mais que la partie SIE des SIP-SIE serait rattachée à une autre résidence. Toutefois, elle a reconnu que le SIP-SIE d'Armentières devrait être épargné de part son importance.

Suite à notre demande en liminaire de ce CTL, la Direction a enfin dévoilé les grandes lignes de ses projets de destruction du réseau :

- Fermeture du Centre des Finances Publiques de Lannoy : transfert de ses missions au Centre des Finances Publiques de Wattrelos
- Fermeture du Centre des Finances Publiques de Marchiennes : transfert de ses missions au Centre des Finances Publiques d'Orchies
- Absorption du Centre des Finances Publiques de Cambrai - banlieue Est par celui de Cambrai Municipale
- Absorption du Centre des Finances Publiques de Maubeuge SPL par celui de Maubeuge Municipale
- Fusion des SIP Lille Haubourdin et Lille Ouest
- Fusion des SIE Lille Haubourdin et Lille Ouest
- Fermeture du Centre des Finances Publiques de La Madeleine : transfert du recouvrement au SIP Lille Nord et du SPL au Centre des Finances Publiques de Saint-André. Le recouvrement de Saint-André sera également transféré au SIP Lille Nord, et sa partie hospitalière sera prise en charge par Armentières.

A cette liste non négligeable de restructurations annoncées pour le 1er janvier 2016, s'ajoutera un autre projet qui sera annoncé prochainement par la DRFiP.

Notre Direction locale a même avoué sans rougir avoir présenté un projet beaucoup plus ambitieux. Il semblerait que la Direction Générale n'en ait retenu qu'un échantillon représentatif pour cette première année. Nul doute qu'il ne s'agit là que d'un hors-d'oeuvre. Le loup sort du bois mais on n'en voit que le museau !

Le Président a insisté sur le fait que l'ensemble de ces restructurations 2016 s'inscrit dans le cadre de l'ASR et ne fait pas obstacle à d'autres restructurations éventuelles d'initiative nationale (rapprochements enrégistrement / SPF, CDI / CDIF etc ). Il a d'ailleurs affirmé qu'il faudrait tenir compte de l'avis de notre nouveau directeur régional après sa prise de fonction imminente.

\*\*\*\*\*

Sur le point majeur de l'ordre du jour de ce CTL, à savoir le résultat des votes des services sur le jour de fermeture, les résultats sont les suivants :

- sur les postes déjà fermés en partie (17), il y a 4 statu quo, 13 pour une augmentation de la fermeture.
- sur les gros sites (composés de 59 services), 41 sont pour le statu quo, 18 pour la fermeture. Mais au final, seuls les 4 services du site de Maubeuge fermeront une journée en raison du vote concordant de tous les services de ce site.
- sur les autres postes isolés (55 trésoreries et SIP-SIE d'Armentières, SIP-SIE Le Quesnoy), 20 sont pour le statu quo et 37 pour la fermeture d'une journée.

Solidaires Finances Publiques a réaffirmé son opposition ferme à la décision dogmatique de l'administration de pallier les suppressions d'emplois par davantage de fermeture au public. Si la DGFIP a pris conscience que ses agents n'étaient plus en mesure d'assurer l'accueil sur la base de l'offre qu'elle a instaurée, elle ne peut se voiler la face en estimant que la fermeture hebdomadaire annulera la charge de travail de cette journée. En effet, il ne s'agira que d'un transfert de charge. Solidaires Finances Publiques a voté contre cette politique générale de restrictions d'ouverture au public.

Au titre des questions diverses :

- Solidaires Finances Publiques a évoqué la dégradation des dalles de sol dont la colle est amiantée sur le site de Cambrai (1er étage). Une rustine a été posée il y a un an. Cette solution temporaire n'a pas évité l'aggravation de la dégradation. Malgré la compétence du budget préfectoral (BOP 309), nous avons réclamé une solution DRFiP, d'urgence et pérenne sur cette surface qui représente 1 m<sup>2</sup>. Une solution va être étudiée.

- Sur le dossier ZUS, Solidaires Finances Publiques a de nouveau réclamé de la direction, une information rapide de tous les agents concernés. La DRFiP a affirmé que dorénavant, ils reçoivent leur notification de reconstitution de carrière dès le retour de la Direction Générale. Pour toutes les notifications qui avaient été stockées en Direction, un courrier explicatif est également envoyé. En revanche, la Direction locale ne maîtrise pas la mise à jour des informations de carrière dans Agora.

- Suite à la visite CHSCT du CPS (Centre Prélèvement Service), plusieurs préconisations avaient été formulées et restent sans suite. Solidaires Finances Publiques a interpellé la direction sur les solutions apportées à ce dossier. Celle-ci nous a annoncé une rencontre avec le propriétaire dès le lendemain. Pour l'ambiance lumineuse, un projet sera soumis prochainement au CHSCT.